

## DÉCLARATION LIMINAIRE Formation spécialisée du 03 Octobre 2024

Monsieur, le président,

Les instances de dialogue social en cette rentrée 2024 se tiennent dans un contexte inédit de crise sociale, démocratique et institutionnelle.

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée de façon unilatérale et sans concertation préalable par Emmanuel Macron, ce dernier vient de nommer avec l'aval du Rassemblement National Michel Barnier, homme politique issu des rangs des LR comme 1er ministre. Par cette nomination, le président de la République piétine la démocratie.

Grâce à la mobilisation exceptionnelle des citoyens et citoyennes, le Rassemblement National a été écarté du pouvoir mais rien n'est réglé pour autant.

Pour Solidaires Finances Publiques, le combat contre les idées d'extrême droite est une bataille quotidienne, inscrite dans l'ADN de notre syndicat depuis sa création. Ce combat est de nature idéologique, mais aussi économique et social.

En effet, la montée en puissance du RN est la conséquence directe des politiques ultra-libérales en cours depuis des décennies. Elles n'ont eu de cesse de fracturer la société, de stigmatiser une partie de la population et de favoriser une minorité au lieu de servir l'intérêt général !

Face à cette situation, un changement profond d'orientation politique, économique et sociale est attendu par l'ensemble des salarié-es et plus largement par la majorité de la population.

Il y a urgence à œuvrer pour mettre en place d'autres choix, fondés sur plus de justice fiscale, sociale et environnementale, afin que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés, et que les richesses soient plus justement réparties.

La composition du gouvernement est enfin connue. Et pour ce qui nous concerne, pour reprendre une expression culinaire, le chef vous propose :

Mr Fournel, exfiltré en janvier suite aux affaires du PSG, est nommé directeur de cabinet du premier ministre,

Mr Armand ministre de l'économie dans la pure ligne de LEMAIRE, ( en espérant qu'il sache mieux compter).

Mr ST MARTIN ministre du budget et Mr KASBARIAN ministre de la fonction publique.

C'est donc cette équipe de 4 mousquetaires qui va s'employer à redresser les comptes de la nation grâce à une politique austéritaire annoncée et une accélération des coupes budgétaires.

Encore une fois, les citoyens seront mis dans la difficulté ( enfin pas tous).

Les réductions des effectifs sont donc encore à prévoir avec ce que cela implique pour les agents....

Le mérite vanté par GUERINI sera, à n'en pas douter, repris avec le même zèle que KASBARIAN a appliqué au Logement.

La fameuse attractivité, en supposant qu'il y en ait une, pour les recrutements à venir, continuera à être mise à mal. La nouvelle réforme de la fonction publique peut se remettre en marche.

L'austérité budgétaire, menée depuis de nombreuses années et accentuée par les politiques de Macron, basées sur le moins d'impôt et la réduction de la dépense publique, ont amené à la situation d'aujourd'hui. L'ampleur du déficit actuel n'est pas dû à des dépenses publiques non maîtrisées mais bel et bien à un manque crucial de recettes.

Parce que les premiers propos de Michel Barnier nous prouvent que les choix fiscaux et économiques ne changeront pas et, pire, aggraveront sans doute encore plus la situation de la majorité de la population, notre organisation continuera de porter une fiscalité juste, progressive et redistributive. Avec la même détermination nous combattons la casse du service public sur l'autel de l'austérité et notamment le service public de la DGFIP. Nous continuerons à exiger des moyens suffisants pour assurer la qualité des missions de la DGFIP, une amélioration réelle des conditions de travail des personnels et une revalorisation de la rémunération que ce soit en termes de points d'indice et de sa valeur qu'au niveau de la partie indemnitaire.

Au niveau local, on ne peut pas dire que l'équipe de direction ait subi un remaniement ministériel, mais de nouveaux agents, de fait, arrivent dans le paysage.

Vous même, Mr Gautier, allez nous quitter en fin d'année, et nous attendons avec intérêt, le nom de votre successeur(e).

Le dialogue social à la DISI s'est déroulé cordialement malgré les impératifs dictés par les lignes politiques imposées.

Nous espérons que 2025 se poursuivra dans cet état d'esprit en tenant compte des particularités d'une DISI très étendue.

Que ce dialogue continuera à ne pas être un vain mot, et que les décisions prises par la direction et les chefs d'établissement, seront actées en concertation avec les représentants du personnel.

**Aussi Solidaires Finances Publiques sera au rendez-vous du progrès social, en supposant qu'il y en ait un, et agira comme il l'a toujours fait dans les instances et les mobilisations pour le bien de tous les agents.**